

Mode d'emploi pour le cycliste victime d'un accident

Page B 5



Soins à domicile Des professionnels de CLSC lancent un cri du cœur

Page A 3

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CVII N° 102

LE DEVOIR, LE LUNDI 9 MAI 2016

1,30 \$ + TAXES = 1,50 \$

FORT McMURRAY



SCOTT OLSON/GETTY IMAGES/AGENCE FRANCE-PRESSE

L'évacuation des derniers sinistrés coincés au nord de Fort McMurray s'est finalement terminée dimanche alors que l'incendie a moins progressé que prévu. Devant cette apparente accalmie, la première ministre de l'Alberta, Rachel Notley, a annoncé qu'elle se rendrait lundi dans la ville sinistrée afin d'évaluer les dommages. En photo, les policiers munis de masques en raison de la piètre qualité de l'air contrôlent toujours la route 63 traversant Fort McMurray. *Page A 3*

CHEFFERIE DU PQ

La nouvelle génération se lance

Véronique Hivon devient la première députée à entrer dans la course

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

La course à la chefferie du Parti québécois sera celle d'une nouvelle génération. Véronique Hivon deviendra lundi la toute première candidate déclarée à vouloir prendre la tête du parti souverainiste. Les candidatures de Martine Ouellet et d'Alexandre Cloutier semblent assurées alors que Nicolas Marceau se dit pour sa part toujours en réflexion.

Véronique Hivon sera la première à plonger officiellement dans l'arène, une semaine seulement après la démission-surprise de Pierre Karl Pélaudeau. Elle doit annoncer sa candidature lundi après-midi dans sa circonscription de Joliette.

Martine Ouellet ne devrait pas tarder à lui emboîter le pas. En entrevue avec *Le Devoir* dimanche, elle a affirmé que sa décision est «enlignée». «Mon équipe est enthousiaste, j'ai beaucoup d'appui», a-t-elle confié. Elle doit faire lundi une annonce économique «d'envergure», laquelle était prévue avant le départ de M. Pélaudeau. «L'objectif est d'amener cette proposition importante jusqu'au congrès national en 2017», a indiqué M^{me} Ouellet, sans donner davantage de précisions.

«Ma décision est prise», a réitéré Alexandre Cloutier sur Facebook samedi. «C'est une décision qui a été sagement réfléchie et nous l'annon-

VOIR PAGE A 8 : CHEFFERIE

POINT CHAUD

Aide à mourir: Robert-Falcon Ouellette, le libéral qui a dit non

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Dans le chœur rouge qui a entonné à l'unisson le «oui» législatif, il a été le seul à briser les rangs et à dire «non». Robert-Falcon Ouellette est l'unique libéral à s'être levé mer-

credi soir dernier pour s'opposer au projet de loi C-14 de son gouvernement légalisant l'aide médicale à mourir. Le député autochtone ne pouvait appuyer ce qu'il considère comme un aval étatique au suicide alors que ce mal ravage les siens. Et l'anthropologue diplômé de l'Université Laval se demande si ce n'est pas la vie qui s'en trouve dévalorisée.

«C'est une décision mûrement réfléchie», explique-t-il au *Devoir* — dans un excellent français — le lendemain du vote. «Après avoir vu ce qui se passait à Attawapiskat, Cross Lake, dans les communautés autochtones, je ne suis pas convaincu qu'on prend les bonnes décisions pour notre société. C'est bien de prendre une décision pour le monde de Montréal ou de la ville de Qué-

bec ou la personne moyenne de la société en général. Mais les lois ne sont pas faites seulement pour eux. Elles ont un impact sur toute la société, sur tous les groupes qui composent la société.»

Robert-Falcon Ouellette souligne que les grandes villes offrent un anonymat permettant à

VOIR PAGE A 8 : LIBÉRAL

AUJOURD'HUI



Culture ▶ Radiohead lance son neuvième album. Qu'en pense notre critique musical? *Page B 8*

Actualités ▶ Panama Papers. Une importante partie des documents sont dévoilés au public. *Page A 5*



Avis légaux..... B 6
Décès..... B 4
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 5
Petites annonces..... B 4
Sudoku..... A 4

LIVRE

Au secours des jeunes embrigadés pour le djihad

CAROLINE MONTPETIT

Rien ne laissait présager que Camille, une adolescente française sensible et drôle, deviendrait en quelques mois une disciple du groupe armé État islamique, prête à tuer ses parents et à partir pour la Syrie. Et que Sarah, sa meilleure amie, se sentirait complètement impuissante devant elle.

Sarah et Camille sont les deux héroïnes du roman *Ma meilleure amie s'est fait embrigader*, de Dounia Bouzar, qui sort cette semaine au Québec. Ce sont des personnages de fiction, mais Dounia Bouzar a puisé, pour les décrire, directement dans le suivi qu'elle a fait auprès d'un millier de Français qui ont été embrigadés dans l'organisation terroriste depuis deux ans.

Après avoir signé nombre d'essais sur le sujet, l'anthropologue française a décidé de s'adresser directement aux adolescents avec ce roman.

«Le but de ce livre, c'est vraiment de les outiller, de faire en sorte qu'ils sachent représenter une camarade qui se fait embrigader, qui est en



JOSE JORDAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Septembre 2015. Une rabatseuse d'origine marocaine est arrêtée en Espagne. Dounia Bouzar signe un roman sur le risque d'embrigadement visant les adolescentes.

VOIR PAGE A 8 : DJIHAD

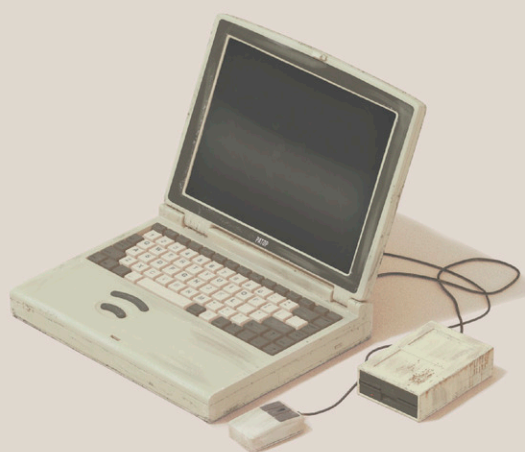
**CECI N'EST PAS UN
CONTENANT**



**CECI N'EST PAS UN
EMBALLAGE**



**CECI N'EST PAS UN
IMPRIMÉ**



**CONTENANTS
EMBALLAGES
ET IMPRIMÉS**

**C'EST TOUT
CE QUI VA
DANS LE BAC**

**POUR TROUVER
LE POINT DE CHUTE
DE TOUT CE QUI NE
VA PAS DANS LE BAC**

RECREER.CA



ACTUALITÉS

Le petit lait

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



Installés au flanc d'une colline des Cantons de l'Est, Louis et sa famille travaillent jour et nuit. L'entretien de leurs 185 vaches ne leur permet pas de s'éloigner de la ferme. Ils ne s'en plaignent pas. Toute leur vie est là. Et ils sont heureux. Quand Louis arrive à prendre une journée de congé, par-ci par-là, il se rend au bout de ses champs humer le vent et scruter dans le silence le bleu du ciel. En cette saison, il peut encore observer le vol des oiseaux migrateurs qui dessinent leur avenir dans le vent, à la pointe de leurs ailes blanches.

Dans un monde qui a faim, pourquoi parler-on si peu de ceux qui nous permettent de manger? «L'homme heureux, écrivait Tchekhov, vit en paix et les menus soucis de l'existence l'agitent à peine, comme le vent agite le tremble, et tout va bien.»

«Je suis de la quatrième génération sur cette ferme», dit Louis. Ces derniers jours, il a ramassé les roches que le gel fait apparaître chaque printemps à la surface des champs. Il a semé jusqu'à tard le soir le trèfle, les rangs de luzerne, le maïs. Il a fait tout ça entre ses visites habituelles à l'étable.

Depuis un an, dit-il, le travail s'avère plus intense. Les quotas ont été changés. «On a dû augmenter la production de lait de 60 000 litres.» Pourtant, l'entreprise familiale récolte environ 45 000\$ de moins qu'avant. Sa ferme produit 710 000 litres de lait. Chaque litre est payé désormais 8 cents de moins, même si à l'épicerie le lait est désormais vendu plus cher.

Environ 8500 familles comme la sienne vivent de l'agriculture au Québec. Selon Marcel Groleau, président de l'Union des producteurs agricoles, ces entreprises familiales font face à des pertes de 30 à 50% par rapport à leurs revenus habituels. Pourquoi? Un orage de lait américain les inonde.

Les producteurs américains profitent de la déréglementation qui prédispose à la libéralisation des marchés au nom des bienfaits supposés d'une supra-économie qui flotterait prétextuellement au-dessus de tous les pays. Avec leurs surplus de lait, les producteurs américains fabriquent un dérivé hyper-concentré en protéines: le lait diafiltré. Celui-ci est exporté à petit prix depuis les États-Unis au profit des gros transformateurs d'ici, comme Parmalat, Saputo ou Agropur, même si ce dernier fait partie d'une coalition qui demande une réglementation plus stricte.

«Les petites fromageries ne peuvent pas en utiliser parce que ça rentre des États-Unis par vans. C'est un trop gros volume pour les petites fromageries. Ce n'est bon que quelques jours seulement.» Comprenez donc qui voudra: ce sont les fromages les plus fins et désirables qui sont aussi écrasés par cette opération de dumping. Et que fait-on du lait soudain invendu ici? «On le jette dans les champs ou dans des fosses», m'explique Louis devant son tracteur rouge.

Aux douanes, le lait diafiltré est considéré comme un simple ingrédient plutôt que tel du lait véritable. «Les usines remplacent notre protéine par celle des Américains qui leur revient à moitié prix de la nôtre.» Par un tour de passe-passe, les tarifs douaniers sont évités: ce lait est considéré comme un simple ingrédient. Donc pas de taxes. Mais une fois parvenu aux usines de transformation, le même produit est à nouveau considéré comme du lait, mais cette fois par l'Agence canadienne d'inspection des aliments. «Si c'est considéré comme du lait, ils ont droit d'utiliser 70% de diafiltré.»

«L'Agence canadienne d'inspection et les douanes doivent s'entendre: si c'est du lait, les Américains doivent payer des frais d'importation qui ne donneraient aucun avantage aux usines; s'ils le considèrent plutôt comme un ingrédient, alors ils ne pourront pas en utiliser plus de 18% en usine, selon les normes fromagères.» En attendant, les producteurs d'ici coulent à pic dans leur petit lait.

«Le pire est que les Américains n'utilisent même pas ce produit chez eux. Il a été créé juste pour contourner la loi au Canada» et écouler leurs surplus.

Toutes les façons sont bonnes, semble-t-il, pour envahir des marchés. En Haïti, ces derniers jours, les Américains ont annoncé le don de 500 tonnes de pistaches. Un don généreux? Un don capable en tout cas d'écraser définitivement la production locale. Le lait américain soudain quasi donné n'est guère différent de ces pistaches; il appartient aussi à des visées commerciales plus vastes qui font bien peu de cas de la vie de tous les Louis du monde.

Ces derniers jours, les fermiers québécois ont manifesté devant de grandes industries de transformation à Montréal et à Granby. Mais l'homme heureux, celui qui boit son petit lait bleu comme de l'eau, ne remarque pas le bruit que font ces paysans. Voilà pourtant un titre noble, puisque dans paysan il y a d'abord le mot pays. Tout est trop souvent silence autour de ces gens-là.

Tchekhov encore: «Sans doute l'homme heureux se sent-il bien que parce que les malheureux portent leur fardeau en silence, car sans ce silence le bonheur serait impossible. C'est une anesthésie générale. Il faudrait que derrière la porte de chaque homme satisfait, heureux, s'entint un autre qui frapperait sans arrêt du marteau pour lui rappeler qu'il existe des malheureux.» Nous vivons hélas dans un monde qui se délecte de son petit lait et de sa petite vie, quitte à en oublier complètement de nourrir ses vaches et son pays.

jfn@ledevoir.com



Des policiers de la GRC examinent les ruines de maisons détruites par l'incendie qui sévit à Fort McMurray.

GRC ALBERTA/AGENCE FRANCE-PRESSE

FORT MCMURRAY

Les autorités entrevoient une accalmie

KARL RETTINO-PARAZELLI

Après avoir travaillé d'arrache-pied au cours de la dernière semaine sans voir tous leurs efforts récompensés, les autorités de l'Alberta ont eu deux raisons de se réjouir dimanche: les sinistrés coincés au nord de Fort McMurray ont tous été évacués et l'incendie qui ravage une partie de la province a progressé moins que prévu grâce à un temps plus favorable.

La première ministre de l'Alberta, Rachel Notley, a commencé dimanche son point de presse avec une rare bonne nouvelle. «Notre objectif premier hier [samedi] était de compléter l'évacuation des 25 000 résidents qui étaient déplacés au nord de Fort McMurray. Et je suis heureuse d'affirmer que cette opération est un succès», a-t-elle déclaré, en précisant que le transport des sinistrés sur la route 63 ou par la voie des airs s'est conclu dimanche matin.

Elle a une fois de plus salué le travail effectué par les pompiers et remercié les Canadiens pour leur générosité — «Merci pour votre solidarité, nos amis de Lac-Mégantic», a-t-elle glissé en français —, mais son visage s'est assombri en évoquant les décès d'Emily Ryan et Aaron Hodgson, qui ont tous deux perdu la vie mercredi dernier dans un accident de la route en tentant de fuir Fort McMurray.

«C'est la fête des Mères. J'espère, malgré cette crise, pouvoir passer quelques minutes avec mes enfants, a-t-elle confié, les larmes aux yeux. Le fait que tout le monde ne puisse pas en faire autant est une tragédie épouvantable.»

M^{me} Notley se rendra à Fort McMurray ce lundi pour constater l'ampleur des dégâts. Elle sera accompagnée de quelques représentants des médias, qui transmettront aux résidents les premières images de leur ville dévastée. Ceux-ci ne pourront cependant pas réintégrer leur demeure avant plusieurs jours. Lorsque le danger sera totalement écarté, les inspecteurs devront vérifier l'état des bâtiments toujours debout.

Aucun échéancier de réintégration de la ville n'est arrêté, mais «nous voulons procéder

La forêt boréale québécoise en observation

Le ministre fédéral de la Sécurité publique, Ralph Goodale, a profité dimanche de son point de presse sur la situation en Alberta pour adresser une mise en garde à l'ensemble des Canadiens. Il a prêté un «été chaud» à travers le Canada, évoquant notamment le besoin de surveiller la forêt boréale québécoise. Du côté de la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU), on affirme qu'il est trop tôt pour craindre des incendies de grande ampleur. «On aime mieux analyser ce qui se présente au fur et à mesure. Nous ne sommes pas à l'abri, mais pour l'instant, on n'en est pas là. On reste vigilants», a expliqué le porte-parole Robert Lemay. La forêt boréale québécoise est à risque puisqu'elle est composée de conifères, qui s'enflamment plus rapidement que les feuillus.

le plus rapidement possible», a dit Scott Long, de l'Agence de gestion des urgences de l'Alberta.

Progression freinée

L'autre bonne nouvelle concerne l'ampleur du brasier, dont la progression a été moins fulgurante que prévu. La superficie couverte par les feux de forêt atteint maintenant plus de 1600 kilomètres carrés et s'étend vers l'est, à une trentaine de kilomètres de la frontière saskatchewanaise.

Grâce au travail des pompiers déployés sur le terrain et au temps plus frais et humide, l'incendie a été maintenu «mieux que prévu», a affirmé Chad Morrison, de l'agence albertaine de lutte contre les incendies de forêt. Dimanche, 31 des 34 feux actifs sur le territoire de l'Alberta étaient maintenus ou contrôlés.

Avec les températures en deçà des normales saisonnières qui sont prévues dans les prochaines semaines, les pompiers ont bon espoir de réaliser d'importants progrès, a ajouté M. Morrison. Cela

dit, il faudra encore des mois pour venir à bout de l'incendie qu'on surnomme «la bête».

«Nous franchissons peut-être une étape importante, mais il est trop tôt pour crier victoire», a déclaré le ministre fédéral de la Sécurité publique, Ralph Goodale. Il y a encore beaucoup de travail à faire. M. Goodale a rappelé que la route dans laquelle s'engagent les sinistrés «sera longue et difficile», mais il a promis que le gouvernement fédéral sera «là aussi longtemps qu'il le faudra pour bien faire les choses».

Dimanche, la fumée provoquée par le vaste incendie a par ailleurs forcé Environnement Canada à publier des avertissements concernant la dégradation de la qualité de l'air et de la visibilité pour les régions du nord-est de l'Alberta et du nord-ouest de la Saskatchewan.

Suncor, qui a suspendu ses activités, a annoncé de son côté avoir évacué 10 000 personnes. La pétrolière a indiqué que le feu avait «rejoint l'extrémité est de la mine à l'usine de base des sables pétroliers». Face à l'avancée des feux, Suncor, en contact avec les services de secours, a aménagé les abords des sites «pour protéger les employés et nos actifs» en dégageant de larges bandes de forêts et de broussailles. «Aucun actif de Suncor n'a subi de dommages», a-t-on précisé.

Déchets radioactifs

L'incendie soulève également des inquiétudes en ce qui concerne les quelque 43 200 mètres cubes de déchets radioactifs de faible activité qui se trouvent dans un dépôt de Fort McMurray. «Il semble que le site ait été affecté par les feux», a indiqué à Radio-Canada la directrice des communications d'Énergie atomique du Canada Limitée, Maude-Emilie Pagé. Ces feux «ne posent aucun risque immédiat pour la santé et la sécurité de la population et de l'environnement», puisque la cellule qui contient les déchets en question n'est pas directement touchée par les flammes. «Nous continuons à suivre la situation de près», a-t-elle précisé.

Avec Agence France-Presse
Le Devoir

SOINS À DOMICILE

Des professionnels de CLSC lancent un cri du cœur

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Elles sont physiothérapeute, ergothérapeute et travailleuse sociale en soins à domicile. Mais depuis quelque temps, elles peuvent de moins en moins exercer leur métier, débordées par des dossiers qui relèvent, selon elles, des soins infirmiers. Pendant ce temps, les patients qui auraient besoin de leur expertise attendent.

Trois professionnelles œuvrant en CLSC dans la grande région de Montréal ont confié leur sarroï au *Devoir*. Elles dénoncent ce qu'elles estiment être une dérive tant pour les patients que pour leur responsabilité professionnelle.

C'est sous le couvert de l'anonymat qu'elles ont accepté de partager leur histoire avec *Le Devoir*.

Interchangeables

Tout a commencé il y a quelques mois, racontent les trois femmes, entre deux visites à domicile. Déjà débordées, les professionnelles de la santé ont vu atterrir sur leur bureau des dossiers de patients pour lesquels on leur demandait d'exercer le rôle d'intervenant pivot, sans que les patients en question correspondent à leur domaine de compétence.

En soins à domicile, l'intervenant pivot est responsable de l'évaluation des patients et de la coordination de leurs soins. Les évaluations doivent être mises à jour aussi souvent que l'état du patient évolue.

Andrée* est physiothérapeute. Apparaît-il y a quelques mois un premier dossier. La probléma-

tique du patient: polymédication, ou le fait de prendre de nombreux médicaments en même temps. «C'est très, très loin de mon champ d'expertise, soupire-t-elle. On me l'a imposé.» Inquiète pour sa responsabilité professionnelle, elle a commencé par refuser. En pure perte. «Je suis pourtant imputable. L'autre intervenante au dossier me demande quelle est la meilleure intervention pour abus de substance... Je ne me sens pas tout à fait dans mon élément!»

Joannie, qui est ergothérapeute, a vécu une situation similaire avec un patient en fin de vie dont l'état nécessitait des prises de sang fréquentes. «Ce patient avait clairement besoin d'une infirmière pivot. Je n'avais même pas accès aux résultats», relate-t-elle. Il devenait compliqué de coordonner l'envoi d'infirmières pour ses prélèvements et la gestion des résultats dans ce contexte.

Elle estime qu'entre le cinquième et le quart des patients pour lesquels elle assure le pivot sont en dehors de son champ de compétence.

«Dans la tête des gestionnaires, nous sommes interchangeables parce que nous faisons toutes des soins à domicile», déplore Chantal, qui est travailleuse sociale.

Des listes d'attente parallèles

Une fois un patient évalué, «il disparaît de la liste d'attente même s'il n'a pas de services», dénonce Andrée. Pour les trois professionnelles, c'est dans l'objectif de faire fondre les listes d'attente en soins à domicile qu'on leur confie autant

de dossiers qui ne relèvent pas de leur expertise.

Pendant ce temps, des patients qui auraient besoin de physiothérapie ou d'ergothérapie attendent. Elles ont de moins en moins de temps à leur consacrer. Elles appellent ces patients qui attendent dans l'ombre la liste d'attente parallèle. Cette dernière «n'intéresse pas le ministère», dit Chantal. «Nous devons délaissé notre travail pour être pivot.»

«Je suis de moins en moins physio», affirme Andrée, qui en est venue à se demander, malgré les nombreuses années passées dans le réseau, s'il ne serait pas mieux pour elle de quitter le métier, dans ces conditions.

Ses deux collègues opinent du chef. Elles y pensent, elles aussi. Pas pour aller au privé. Pour faire autre chose, carrément. «S'occuper des chevaux, tiens», lance Joannie.

«Avant, j'avais 20 à 25 patients actifs. Maintenant, on me demande d'en suivre 50 et d'être pivot dans les trois quarts des cas, relate-t-elle. Je ne peux plus prendre de nouveaux dossiers en ergothérapie, juste de nouveaux dossiers de pivot.»

Elles sont à bout de souffle. «On s'entraîne, car nous sommes toutes en mode survie», confie Andrée.

«Je tremble comme une feuille quand je pense à tout ce que j'ai à faire», dit d'ailleurs Joannie avant de partir terminer sa journée de travail.

Le Devoir

*Les prénoms ont été modifiés

ACTUALITÉS

INTIMIDATION

Les infirmières victimes de leurs collègues

Une étude lève le voile sur un climat de travail délétère dans les milieux de soins de première ligne

PIERRE SAINT-ARNAUD

« Parmi toutes les formes de violence que les infirmières vivent, la pire et la plus dévastatrice, c'est celle qu'elles reçoivent de leurs collègues. » Ce constat brutal et étonnant, c'est celui que trace Hélène Durocher, chargée de cours et doctorante à la faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal à l'issue de travaux qui lèvent le voile sur l'intimidation que vivent les infirmières dans leur milieu de travail.

La forme que prend cette intimidation a de quoi donner des sueurs froides et ce qui la cause soulève des questions troublantes sur la culture de travail dans les milieux de soins de première ligne ainsi que ses conséquences non seulement sur les infirmières qui en sont victimes, mais aussi sur les patients.

« Celles qui dénoncent par conviction, pour protéger le public, se font souvent congédier parce qu'elles ont osé parler », explique M^{me} Durocher en entrevue.

Elle n'hésite pas à montrer du doigt la résistance au changement et les attitudes de fermeture comme déclencheurs du phénomène. « Se questionner [sur les soins prodigués] fait partie de la formation, mais si elles voient qu'il y a des choses qui pourraient être améliorées, les infirmières n'osent pas parler. La peur de parler ressort clairement auprès de mes participants », note-t-elle.

Entraves et congédiement

Les exemples qu'a recueillis Hélène Durocher au moyen d'entrevues de fond auprès de plus d'une cinquantaine d'infirmières et infirmiers sont aussi variés qu'effrayants : « Les gens refusent carrément d'aider une autre infirmière à donner des soins et c'est là qu'on voit que, pour les patients, cela a des impacts et c'est extrêmement inquiétant. »

Les conséquences professionnelles peuvent aller beaucoup plus loin, notamment par un frein à toute promotion ou la « condamnation » aux quarts de travail les plus ingrats la nuit ou les fins de semaine, et même jusqu'au congédiement.

« On va les surveiller au quo-

tidien pour trouver une erreur et remettre en cause leur compétence pour finalement les prendre en défaut et monter un dossier contre elles. Elles sont ensuite congédiées pour incompétence, mais elles ne font l'objet d'aucune plainte à l'Ordre des infirmières et n'ont pas perdu leur permis », souligne M^{me} Durocher.

Menaces de mort

Cependant, c'est dans la sphère privée que l'atteinte est la plus dramatique.

« Il y en a pour qui ça se transporte sur Facebook, les fameux "petits amis Facebook" deviennent des intimidateurs sur le Web. Pour certains, on est tombés dans des aspects qui touchent un peu l'usurpation d'identité. Pour d'autres on crève les pneus, d'autres, c'est la tête de poisson dans le frigo, les menaces de mort. »

« J'ai des participantes qui ont été jusqu'à avoir des idées suicidaires », laisse tomber la chercheuse, qui en rajoute en relatant ce qu'elle a constaté en menant la recherche dans dix régions du Québec.

« Ça peut aller jusqu'à mettre leur vie en danger : en région, il y a un hôpital, un CLSC. Quand vous y travaillez et que vous êtes malade... » Elle raconte le cas de deux infirmières qui ont ainsi été stigmatisées et qui, lorsqu'elles ont besoin de soins pour elles et leur famille, doivent quitter la région pour consulter.

« Dans mes cas extrêmes, c'est un problème épouvantable parce qu'un coup qu'elles sont "barrées" par la direction, où peuvent-elles travailler? Nulle part. Elles ne peuvent plus se replacer. Il y a une espèce de liste noire et leur seule référence, c'est cette région. »

M^{me} Durocher et ses collègues Chantal Caux et Marie Alderson présenteront cette semaine les résultats préliminaires de cette recherche intitulée *Intimidation au sein de la profession infirmière : une réalité sociale de la première ligne du réseau public de la santé et des services sociaux* dans le cadre du congrès annuel de l'Association francophone pour le savoir qui s'ouvre ce lundi à Montréal.

La Presse canadienne



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

C'est la première fois que l'UPA s'oppose à un projet énergétique, alors que 75 % du tracé du pipeline passe dans des milieux agricoles.

L'UPA sort de sa réserve et s'oppose à Énergie Est

PATRICE BERGERON à Québec

Une autre voix s'ajoute au concert des opposants au projet Énergie Est de TransCanada : l'Union des producteurs agricoles (UPA) prend position contre l'oléoduc qui traverserait des terres agricoles sur l'essentiel de son tracé québécois.

Après la Communauté métropolitaine de Montréal, de nombreux groupes écologistes et plusieurs villes, le puissant syndicat agricole exprime à son tour de nombreux griefs contre le projet dans son mémoire obtenu par La Presse canadienne et destiné au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Cette instance mandatée par le gouvernement doit évaluer ce vaste chantier qui vise à acheminer le pétrole des sables bitumineux de l'Alberta et du Dakota du Nord vers une raffinerie du Nouveau-Brunswick, en transitant par le Québec.

L'UPA souligne que c'est la première fois qu'elle prend officiellement position contre un projet énergétique. L'organisation a soutenu que son rôle historique n'a jamais été de se positionner pour ou contre un projet au motif de son bien-fondé, mais elle fait désormais une exception.

« Ce projet-là ne nous apparaît pas comme un projet qui s'inscrit dans le développement du Québec, la protection de son environnement, au sens large,

« Ce projet-là ne nous apparaît pas comme un projet qui s'inscrit dans le développement du Québec »

Marcel Groleau, président de l'Union des producteurs agricoles

parce qu'il faut décarboniser notre économie », a déclaré le président de l'UPA, Marcel Groleau, au cours d'un entretien téléphonique avec La Presse canadienne.

Le Québec ne peut pas prendre des engagements internationaux en faveur de la réduction des gaz à effet de serre (GES) et investir dans une économie verte tout en acceptant un projet qui va ternir son bilan d'émissions de GES, pour du pétrole en bonne partie destiné à l'exportation, a fait valoir M. Groleau, au nom de la cohérence.

Impacts considérables

Tous les projets de pipeline nuisent aux entreprises agricoles et forestières, les agriculteurs sont soumis à un « stress important », leurs propriétés sont dépréciées, et ils sont exposés à un plus grand risque de nuisances et d'incidents, peut-on lire dans le mémoire. Dans le cas d'Énergie Est, 75 % du tracé passe dans des milieux agricoles en culture ou boisés, alors que les terres agricoles ne constituent que 2 % de l'ensemble du territoire québécois.

« Nos membres sont parmi les plus affectés », a résumé le président de l'UPA. En cas d'incident, de fuite ou de déversement, les nappes phréatiques et les sols pourraient être « contaminés à jamais » par l'oléoduc de plus d'un mètre de diamètre enfoui sous terre, a-t-il prédit.

« Selon l'étendue que la fuite peut avoir, cela pourrait être catastrophique », a dit M. Groleau.

Négociations difficiles

Parallèlement, l'UPA rencontre déjà depuis plusieurs années TransCanada et tente difficilement de négocier une entente-cadre au bénéfice de ses membres. Le syndicat agricole exige notamment pour la première fois un loyer annuel pour le passage de la canalisation, outre les indemnités. En outre, l'UPA veut que les propriétaires fonciers soient déchargés de responsabilité en cas de faute non intentionnelle qui entraînerait des conséquences, sinon ils ne seront plus assurables, mais l'entreprise reste inflexible.

De même, le syndicat agricole exige un enfoncement plus profond de l'oléoduc à 1,6 mètre, pour limiter les risques, en

raison du passage de la machinerie, et aussi pour élargir les possibilités de culture. « Ce sont tous des éléments qu'ils [les représentants de TransCanada] n'ont pas acceptés », a déploré M. Groleau.

Et malgré les exigences émises ou les possibilités d'indemnités, voire de loyer, les producteurs agricoles qui ont pris part à des consultations demeurent réfractaires, a-t-il rapporté. Il soutient que ses membres réagissent « fortement » au projet.

« Plusieurs producteurs ont dit qu'ils n'en voulaient pas, a constaté le président de l'UPA. Ce n'est pas une question d'argent pour eux. Ils disent : je n'en veux pas sur ma terre. »

Les agriculteurs illustrent ainsi le niveau « très faible » d'acceptabilité sociale du projet Énergie Est au Québec, et même si TransCanada accepte les conditions de l'UPA, les positions resteront irréconciliables, a résumé M. Groleau. « Sur le principe, même si TransCanada se conformait à nos exigences, on n'appuiera pas davantage le projet. »

L'UPA représente 41 000 agriculteurs qui exploitent plus de 28 000 entreprises agricoles.

Le gouvernement Couillard a mandaté le BAPE pour un examen environnemental du projet d'oléoduc qui traverse sur 650 km le territoire québécois. Au terme de l'exercice, c'est le conseil des ministres qui tranchera en accordant son autorisation ou non.

La Presse canadienne

Sudoku

par Fabien Savary

2			3			7	4	
	6					1	5	
	7	1						
1				4			7	
	8	6						4
	4				2		8	
	3	9	5					6
				3	8			9
			4			3	1	

Niveau de difficulté : DIFFICILE

3286

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

3	9	1	6	4	5	2	7	8
2	7	8	3	1	9	4	5	6
5	4	6	7	8	2	1	3	9
7	8	3	4	5	1	6	9	2
9	5	2	8	6	3	7	1	4
6	1	4	2	9	7	5	8	3
8	3	7	1	2	4	9	6	5
1	2	5	9	3	6	8	4	7
4	6	9	5	7	8	3	2	1

3285

SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary
En exclusivité sur le site des Mordus
www.les-mordus.com

Une marche pour les victimes de génocides

Des milliers de personnes ont participé à la Marche pour l'humanité et la prévention des génocides, dimanche, dans le centre-ville de Montréal afin d'honorer la mémoire des victimes des génocides survenus au XX^e siècle. Créé en 2015 à l'occasion du 100^e anniver-

saire du génocide arménien, l'événement englobait cette année tous les génocides et crimes contre l'humanité commis au siècle dernier. Selon les organisateurs, la Marche a attiré plus de 10 000 personnes issues, entre autres, des communautés juive, tutsie, cambodgienne, ukrainienne et libanaise. Mélanie Joly, la ministre du Patrimoine canadien, Christine St-Pierre, la ministre québécoise des Relations internationales et de la Fran-

cophonie, ainsi que Kathleen Weil, la ministre québécoise de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, étaient aussi présentes. « Il faut apprendre des leçons de ces génocides-là pour éviter à terme la répétition de l'histoire », a déclaré Araham Niziblian, l'un des instigateurs de l'événement, ajoutant que la violence était de plus en plus présente dans le monde, notamment au Moyen-Orient et en Afrique. M. Niziblian a exhorté les gouvernements, dont ceux du Québec et du Canada, à ne pas rester passifs par rapport à ces conflits.

La Presse canadienne

Des véhicules électriques branchés flambent

Quatre véhicules électriques qui étaient branchés à leur borne ont pris feu, dans la nuit de vendredi à samedi, à Shawinigan, en Mauricie. Les véhicules étaient garés à la Promenade du Saint-Maurice. Le feu aurait éclaté vers 0h15. Les quatre véhicules, qui seraient de propriété gouvernementale, ont été détruits. La cause est indéterminée, et des enquêteurs ont été dépêchés sur les lieux.

La Presse canadienne



Congédié?

Voyez
François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

Résultats des tirages du : 2016-05-07

LOTTO 649: 06 08 25 31 32 33 01 compl. Québec: 05 12 16 28 36 43 48 28 compl.

Prochain gros lot (approx.) : 7 000 000 \$ + 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$ 93357191-01

Extra 8105134

Résultats des tirages du : 2016-05-06

LOTTO MAX: Résultats complets sur lotoquebec.com

Prochain gros lot (approx.) : 12 000 000 \$ 7083727

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ACTUALITÉS

Les Panama Papers passent dans les mains des citoyens

Une importante partie des documents sera publiée ce lundi

KARL
RETTINO-PARAZELLI

Près d'un mois après avoir ébranlé la planète pour une première fois, les Panama Papers pourraient provoquer une nouvelle secousse. Comme promis, le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) dévoilera ce lundi une imposante masse d'informations provenant de cette fuite historique, ce qui permettra à tous de plonger tête première dans l'univers habituellement opaque des paradis fiscaux.

Les Panama Papers, c'est cette fuite de 11,5 millions de documents confidentiels du cabinet panaméen Mossack Fonseca, lequel a permis à de riches clients de cacher des millions de dollars dans des paradis fiscaux. Ces documents ont d'abord été obtenus par le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, puis relayés à l'ICIJ et à ses médias partenaires, qui ont enquêté pendant près d'un an pour en arriver aux révélations-chocs du mois d'avril.

Les présidents russe, Vladimir Poutine, argentin, Mauricio Macri, tout comme le premier ministre britannique, David Cameron, et l'étoile du soccer international Lionel Messi se sont notamment retrouvés dans le collimateur des Panama Papers. Le premier ministre islandais, Sigmundur David Gunnlaugsson, a carrément été contraint de démissionner sous la pression populaire.

Poussant l'exercice plus loin, l'ICIJ mettra donc à la disposition du public ce lundi à 14 h (heure de l'Est) une base de données révélant de l'informa-

2106

C'est le nombre de sociétés enregistrées pour des clients ou des intermédiaires ayant une adresse au Canada trouvées dans les Panama Papers.

tion sur plus de 200 000 sociétés mises sur pied dans des paradis fiscaux, qui font partie de l'enquête des Panama Papers. Cette base de données ne contiendra pas de numéros de téléphones, de courriels ou de passeports qui permettraient de mettre la main sur des données personnelles. «L'information sélectionnée et limitée est publiée dans l'intérêt public», précise le consortium.

Comprendre le système

Que faut-il attendre de cette masse de données accessible à tous? «Tout dépend de celles et ceux qui voudront sonder le filon», affirme Alain Deneault, philosophe et auteur de plusieurs ouvrages sur les paradis fiscaux. Il faut espérer qu'à chaque fois qu'on en tire quelque chose, ce soit l'occasion non pas seulement de braquer les projecteurs sur un tel ou un tel, mais de comprendre le fonctionnement d'un système qui permet à des acteurs nantis et à de grandes sociétés de contourner la loi.»

M. Deneault, qui s'est retrouvé sur toutes les tribunes pour éclairer le scandale des Panama Papers il y a un mois, croit que la plus importante fuite de

l'histoire du journalisme n'a pas révélé tous ses secrets. «Si on cherche absolument des têtes d'affiche, je ne sais pas s'il y a encore matière à découverte. Mais peut-être que l'intérêt est de sonder ces documents pour comprendre quels sont les stratagèmes à l'œuvre», dit-il. On avance toujours dans la compréhension des paradis fiscaux par fuite interposée. On n'a pas un accès direct à ce qui se passe dans les paradis fiscaux et dans les législations de complaisance puisque le secret bancaire nous empêche de savoir ce qui se trame.»

La base de données rendue disponible par l'ICIJ pourrait intéresser des universitaires ou des enquêteurs en tout genre, estime M. Deneault.

Il est heureux de constater une certaine prise de conscience internationale depuis l'éclatement des Panama Papers, mais il dénonce l'«approche gestionnaire» du gouvernement canadien dans cette affaire.

«Il y a quelque chose de gênant dans le fait que les lanceurs d'alerte fournissent aux États des données que ces États ne sont pas capables d'obtenir eux-mêmes», fait-il valoir.

Radio-Canada et le *Toronto Star* — les deux seuls médias canadiens qui ont eu accès aux données initialement partagées par l'ICIJ — ont trouvé dans les Panama Papers un total de 2106 sociétés enregistrées pour des clients ou des intermédiaires ayant une adresse au Canada, 625 actionnaires affichant une adresse canadienne et 350 passeports canadiens.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Planter sa tente en attendant les logements sociaux

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a lancé dimanche une semaine nationale d'occupation de terrains et de bâtiments dans plusieurs villes du Québec. L'objectif de cette mobilisation est de démontrer qu'il existe bon nombre de lieux où des logements sociaux pourraient être construits. Des occupations auront lieu notamment à Montréal (notre photo, près du canal de Lachine), Québec, Gatineau, Sherbrooke, Trois-Rivières et Rouyn-Noranda. «Le nombre de projets qui démarrent, systématiquement, depuis plusieurs années, est inférieur au nombre d'unités qu'on annonce. Alors, il y a quelque chose dans les programmes actuels qui ne fonctionne pas», avait déclaré le ministre Martin Coiteux en annonçant une réforme il y a quelques semaines.

Les gares canadiennes pourraient accueillir des douanes américaines

ALEXANDER PANETTA
à Washington

Le gouvernement fédéral s'appête à présenter un projet de loi qui établira de nouvelles règles sur le passage de la frontière canado-américaine qui pourraient modifier les habitudes des voyageurs qui entrent aux États-Unis.

Le projet élargira le système de prédédouanement déjà en place pour les voyages aériens, en vertu duquel les passagers aux aéroports importants du pays doivent traverser les douanes américaines avant l'embarquement, ce qui permet d'éviter une attente encore plus longue lors de leur arrivée aux États-Unis.

Les nouvelles règles de prédédouanement, qui avaient été annoncées lors de la première

visite officielle de Justin Trudeau à Washington, seront donc appliquées pour les voyages par voie terrestre. Un projet pilote sera d'abord implanté dans les gares ferroviaires de Vancouver et de Montréal. Le projet de loi devrait être déposé ce printemps, a indiqué le ministre libérale Chrystia Freeland, qui dirige le sous-comité du Cabinet sur les relations canado-américaines.

Élargissement

La ministre a indiqué que les nouvelles mesures s'inspireraient de celles qui sont déjà en vigueur dans les aéroports. Le prédédouanement est déjà implanté dans huit grands aéroports du pays, dont celui de Montréal, et est en cours d'implantation dans les aéroports de Québec et du centre-ville de To-

ronto. «[Le prédédouanement] fonctionne très bien pour les Canadiens et c'est pourquoi nous sommes ouverts à l'élargir et à formaliser la structure un peu plus», explique M^{me} Freeland.

Le prédédouanement pourrait donc devenir la norme dans les gares de train et d'autocar à destination des États-Unis, et même sur le bord des autoroutes avant que les voyageurs n'arrivent à la frontière.

C'est le Canada qui paiera la note pour implanter les mesures en sol canadien. «Nous voulons avoir le meilleur afflux possible de gens, de biens et de services. Alors, faire un investissement en ce sens serait judicieux», avait déclaré le ministre des Finances, Bill Morneau, le mois dernier, à Washington.

La Presse canadienne

RECENSEMENT
2016

VOTRE RECENSEMENT.
VOTRE VOISINAGE.
VOTRE AVENIR.

En remplissant votre recensement, vous aidez votre collectivité à planifier des services comme les hôpitaux, les écoles et le transport en commun.

Remplissez votre recensement en ligne aujourd'hui.

recensement.gc.ca

Canada

Statistique Canada Statistics Canada

ÉDITORIAL

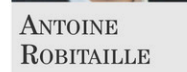
LABEAUME ET LES OLYMPIQUES

L'athlète de la diversion

Enfin, Régis Labeaume a décidé (seul) que Québec ne serait pas candidate aux Jeux olympiques d'hiver de 2026. Les raisons (ou les prétextes?) de cette énième volte-face du maire sont pertinentes: des doutes quant à l'intégrité du processus de sélection de la ville hôte. Quelles leçons tirer de cette autre tentative sportive avortée?

Pour abandonner le projet d'une candidature olympique, Régis Labeaume a carrément invoqué des apparences de conflits d'intérêts. Il a souligné que les présidents de deux fédérations sportives dominantes, Gian-Franco Kasper (ski) et René Fasel (hockey), font aussi partie d'un comité spécial («task force») mis sur pied par l'organisation suisse (Swiss Olympic) chargée de déterminer quelle ville défendra le projet helvétique de candidature pour 2026.

La maire a-t-il travesti des faits en prétexte? Il y a deux semaines, après tout, il nous certifiait que l'«Agenda 2020» — 40 promesses du Comité international olympique (CIO) — avait révolutionné le vieil organisme. Sauf qu'à l'époque, la «task force» suisse était déjà en place. Le maire devait le savoir, non? Un des principaux intéressés, Gian-Franco Kasper, a, à Radio-Canada, qualifié d'«idiots» les propos du maire et a confié sa colère d'avoir servi de prétexte pour que Québec se retire du processus. Un spécialiste en candidature olympique a quant à lui souligné que les deux présidents ne peuvent ni s'engager ni voter pour une candidature suisse. Leur statut de président de fédération les empêche d'avoir un «rôle actif dans une candidature».



ANTOINE ROBITAILLE

N'empêche, les apparences étaient contre eux. Le souvenir amer de 1995, aussi, année où le rêve olympique de Québec pour 2002 a été anéanti par la candidature dopée, corrompue, de Salt Lake City. Après enquête sur celle-ci, le CIO avait même expulsé plusieurs de ses membres. Mais il reste bien du ménage à faire au CIO et, s'il souhaite vraiment obtenir à l'avenir des candidatures autres que celles venant de pays autoritaires, il lui faudra aller plus loin que son «agenda 2020».

Pour Régis Labeaume toutefois, quel temps perdu, que d'énergie dépensée en vain pour un projet risqué, potentiellement ruineux, qui ne passionnait de toute façon à peu près personne dans la capitale. On serait tenté de dire: encore... Contrairement aux Olympiques, le retour des Nordiques fait rêver. Mais que d'énergie, que d'encre gaspillées là aussi. Il suffit de googler pour s'en rendre compte. Les titres sont innombrables. Octobre 2013: «Labeaume croit au retour des Nordiques en septembre 2015». Janvier 2014: «Nordiques: Labeaume "très confiant" pour 2015». Parfois, M. Labeaume fait la une en disant... qu'il ne dira rien. Septembre 2015: «Nordiques: "Trop près du but pour commenter", dit Labeaume». Voilà qui confine à la stratégie de diversion, dont le maire semble être le maître. Est-ce cela qu'il cherchait encore une fois, en allant à Lausanne? Exciter l'opinion avec un autre projet obsessionnel lors d'une campagne électorale? Cette fois, semble-t-il, une bonne partie de la population a résisté. Et a réclamé d'être consultée.

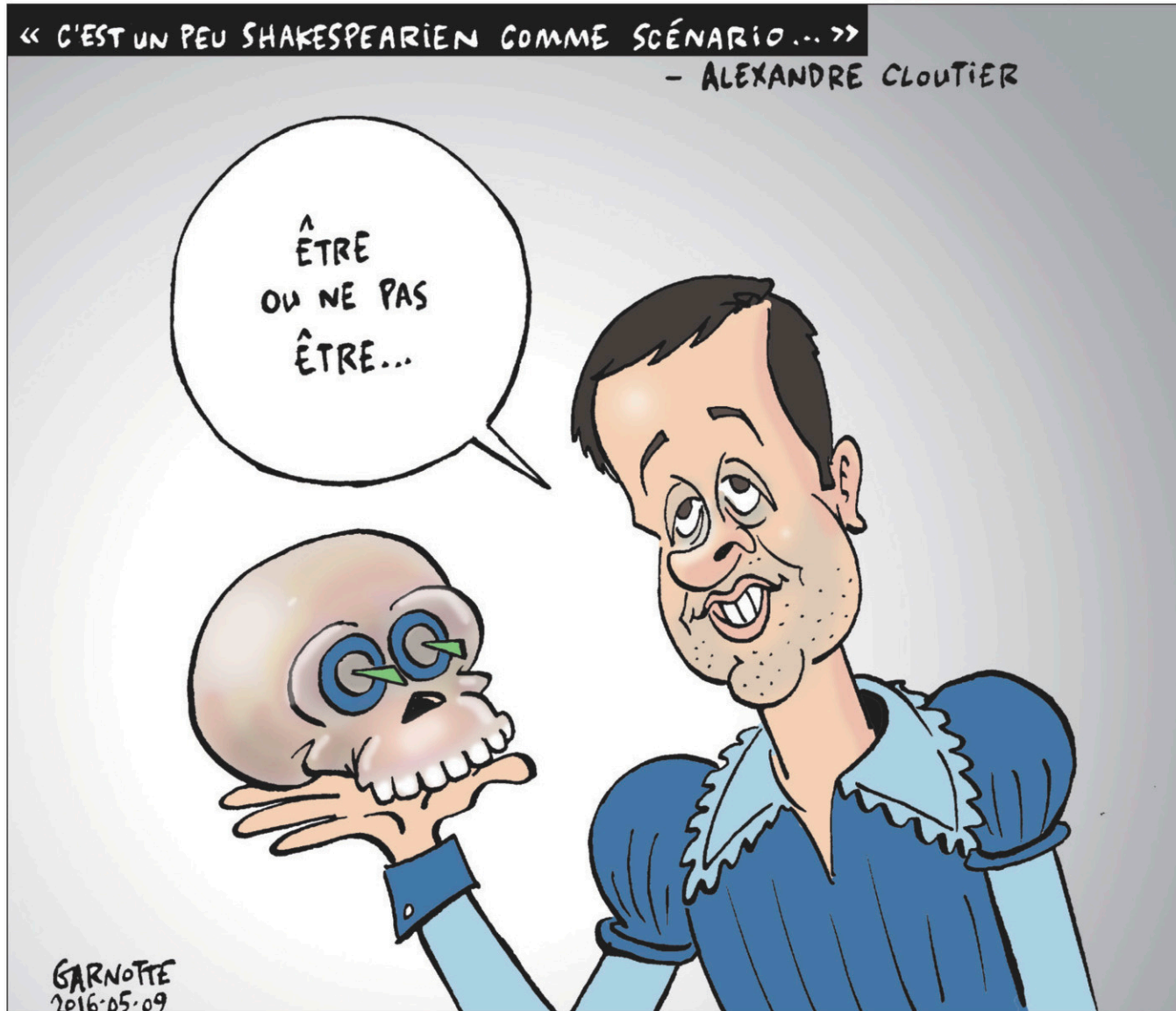
«Les Jeux olympiques, ça fait peur», aura finalement conclu le maire. En effet. À cause des dérapages passés (Montréal 1976), à cause de la corruption. Mais aussi parce que bien des citoyens ont le sentiment que le maire s'agit et promet beaucoup, rêve d'événements et de festivals grandioses, mais que, pendant ce temps, des problèmes municipaux fondamentaux — ordures, déneigements, routes, patrimoine — en pâtissent. Fin avril, 13 scientifiques de l'Université Laval enjoignaient encore au maire d'agir «le plus rapidement possible» pour protéger le lac Saint-Charles, une des principales sources d'eau potable de Québec.

Les Olympiques et le sport professionnel sont aussi, peut-être, des projets de développement d'une autre époque: celle des Drapeau, Pelletier, L'Allier (pour les Olympiques). Aujourd'hui, bien qu'ils aiment encore être à l'occasion spectateurs de manifestations sportives, une bonne partie des citoyens des villes modernes souhaitent de plus en plus être des acteurs du sport. Marche, course à pied sur route ou en sentier, vélo de route, utilitaire, cross, ou de montagne, ski de fond, etc., leurs villes doivent accueillir et encourager ces saines passions. Les aménagements? Refléter ces nouvelles priorités qui ont aussi des effets sur les choix quotidiens de transport. Le maire aurait-il compris cela? Le *Journal de Québec* rapportait le 4 mai que M. Labeaume souhaitait désormais offrir une «qualité de vie» aux gens de Québec (avant, ce n'était pas une priorité?), avec du «raffinement de l'aménagement de la ville», que ce soit en «aménagement du littoral et l'abandon des rivières en milieu urbain». Les citoyens de Québec peuvent se réjouir. À moins qu'une autre volte-face ne vienne tout bouleverser rapidement, encore une fois.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES
 Rédactrice en chef LUCE JULIEN
 Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS
 Adjoint PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

Toponymie: nommer pour faire oublier

Dans l'excellent dossier sur la toponymie paru dans *Le Devoir* samedi, on rapportait l'argument selon lequel les promoteurs immobiliers se rabattent sur des noms de rue communs, afin d'éviter la polémique. J'irai jusqu'à dire qu'ils cherchent à nous faire oublier qu'ils ont dû raser, les érables et les bouleaux, et qu'ils les ont fait fuir, les pinsons et les lièvres, pour construire votre beau condo ou votre maison de ville. À Gatineau, un très bel exemple est le tout nouveau secteur du Vieux Verger, qui a complètement détruit ledit verger qui s'y trouvait. On y a remplacé les rangées de pommiers par des maisons en rangée, dans les rues de la Spartan, rue de la Lobo et rue de la Cortland. Mais les pommes, c'est au supermarché que vous les trouverez, pas dans ce quartier!

Claude L. Normand
Gatineau, le 6 mai 2016

Affichage en français: la Tire Canadienne

Je doute fort que la ministre Hélène David se laissera convaincre de changer en Pneu Canadien la bannière du ferronnier ontarien connu. Je suggère à l'éditorialiste Antoine Robitaille («Pneu Canadien», 5 mai 2016) d'accepter en compensation d'un «champ visuel» insignifiant une «présence suffisante» dans le champ spirituel

avec un reste de plaisanterie comme le pratiquait notre bien-aimé Pierre Perrault avec sa bande d'amis, soit: La Tire Canadienne. On y retrouverait plaisir de troubadour, fine bouche et langue française.

Claude Saint-Laurent
Val-Morin, le 6 mai 2016

Le patrimoine, le 375^e et les quartiers excentrés

À l'aube du 375^e anniversaire de Montréal, force est d'admettre que, parmi les projets de restauration, de construction, de revitalisation de toutes sortes qui ont été annoncés, peu (sinon aucun) sont situés dans des arrondissements éloignés du centre-ville.

Dans le quartier Ahuntsic, un des premiers peuplements de notre ville, subsistent de peine et de misère quelques rares vestiges patrimoniaux de grande valeur dans un secteur appelé le Sault-au-Récollet. Récemment, la ministre du Patrimoine et députée fédérale du coin, Mélanie Joly, déclarait vouloir s'y consacrer pour le revitaliser. Hormis cette intention, aucun élu de l'arrondissement ne s'est prononcé publiquement et avec quelque vigueur que ce soit pour l'obtention de fonds destinés à sauver le peu qu'il reste de patrimoine. Le secteur des Moulins de l'île de la Visitation tombe en ruine, Cité Historia dont la mission était de justement valoriser l'histoire du Sault a fait faillite, l'église de la Visitation, joyau de 1751, a besoin de fonds de manière urgente. On gère à la petite se-

maine en constatant les dégâts.

Et puis, un exemple patent du laisser-aller et du manque de vision des administrateurs de notre ville: un peu plus à l'ouest, les vestiges d'un autre bâtiment historique, celui de l'Externat Sainte-Sophie. Il est laissé à l'abandon par la Commission scolaire de Montréal (CSDM) depuis qu'en 2012 un superbe projet de restauration, la Maison des arts Sophie-Barat, est tombé à l'eau après qu'un référendum citoyen a fait avorter le tout, pour des motifs discutables de zonage et de circulation automobile.

Depuis plus de 18 mois, je tente de convaincre les élus, ainsi que les directions de la CSDM et de l'école Sophie-Barat, propriétaires du bâtiment, de déposer un nouveau projet. Peine perdue: sourde oreille, arguments financiers bidon, refus d'entendre les offres de subventions fédérale et provinciale. Pourtant, avec de la volonté et l'appui du politique, il y aurait moyen de remettre le projet sur les rails dans un contexte propice aux célébrations entourant notre histoire.

Le 375^e est une occasion unique de revitaliser un secteur patrimonial en très mauvais état, d'injecter des fonds dans un quartier marquant de l'histoire de Montréal, éloigné du centre-ville. Malheureusement, aucune voix ne se fait entendre assez fort, pas un leader ne se lève. Laisse à lui-même, le citoyen baisse malheureusement les bras, et constate les ravages du temps.

Marc Coiteux
Montréal, le 7 mai 2016

LIBRE OPINION

QS c. PQ: extrême gauche contre gauche réformiste

LOUIS FOURNIER

Journaliste et syndicaliste à la retraite, l'auteur a écrit plusieurs ouvrages sur l'histoire du mouvement ouvrier au Québec.

«Au Québec, il n'y a qu'un seul parti à gauche, et c'est nous», affirmait ex cathedra Françoise David, l'âme dirigeante de Québec solidaire, dans une entrevue que publiait *Le Devoir* il y a tout juste un an, le 30 mai 2015.

Une telle déclaration excessive illustre bien à quel point il sera difficile de faire alliance avec des gens aussi dogmatiques et qui se croient en possession de la vérité, héritage des vieilles certitudes de leur passé marxiste-léniniste. Si Françoise David disait vrai, le Québec serait bien la seule nation au monde où l'électorat de gauche serait si peu nombreux. En effet, QS a recueilli à peine 7,6% des voix lors du dernier scrutin, en avril 2014, et les derniers sondages lui donneraient environ 10% des suffrages. Se pourrait-il que la grande majorité de l'électorat de gauche ait voté pour une autre formation politique social-démocrate, le Parti québécois? En fait, M^{me} David aurait été mieux avisée de dire: «Au Québec, il n'y a qu'un seul parti d'extrême gauche, et c'est nous.»

Dans une entrevue au *Journal de Montréal*, elle a bien montré l'ampleur de son radica-

lisme. QS, a-t-elle dit, est «le parti le plus à gauche en Amérique du Nord». Plus à gauche, donc, que tous les petits partis radicaux qui participent à des élections au Québec, au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Cela commence à faire très à gauche...

À son dernier congrès, QS n'a invité que des représentants de la gauche radicale socialiste et communiste comme Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, Die Linke en Allemagne et les amis du populiste rouge bon teint Jean-Luc Mélenchon en France. C'est le seul parti qui accueille en son sein des collectifs marxistes, dont des groupes trotskystes qui se qualifient de révolutionnaires. Comme modèles politiques, QS se réfère à la Bolivie et à l'Équateur, des sociétés fort semblables au Québec de 2016, comme chacun sait... Pas étonnant que ce petit parti gauchiste, qui exerce la social-démocratie, reste marginal depuis sa fondation il y a dix ans; et qu'il le demeurera.

Il faut bien appeler un chat un chat: QS se situe à la gauche de la gauche, là où l'on préfère l'opposition pure et dure plutôt que le pouvoir qui oblige à des compromis. Dans tous les pays du monde, un tel parti s'appelle un parti d'extrême gauche et non pas de gauche. Et ce, contrairement à ce qu'on peut souvent lire et entendre dans nos médias qui

ne font pas la différence entre la gauche et ses extrêmes.

Le PQ social-démocrate

En réalité, la grande majorité de l'électorat de gauche vote, encore et toujours, pour le Parti québécois. Comme en témoignent ses réalisations lorsqu'il fut au pouvoir, le PQ est un parti de centre gauche, progressiste et également pragmatique, qui appartient à la grande famille de la social-démocratie. Celle-ci accepte l'économie de marché qu'elle choisit de réguler grâce à l'intervention de l'État. Elle favorise aussi la concertation entre les partenaires sociaux, en premier lieu les syndicats et le patronat.

Le PQ a réaffirmé récemment ses orientations de base lors d'un Conseil national. Outre l'indépendance de notre patrie, le Québec, il s'engage à promouvoir la social-démocratie, la justice sociale, la langue française, la culture québécoise et la protection de l'environnement. Dans un message adressé aux jeunes, il propose de «façonner avec eux le projet d'un pays vert et ouvert sur le monde».

La réussite économique et sociale du Québec lui tient à cœur. Comment en effet maintenir et améliorer notre système d'éducation et nos programmes sociaux, parmi les plus généreux en Amérique du Nord, si notre économie n'est pas plus forte et plus prospère? Comment redistri-

buer la richesse si on n'en produit pas davantage? Il faut donc stimuler la création d'emplois, l'entrepreneuriat, notre économie nationale et ses fleurons, comme le fit en son temps le grand Jacques Parizeau qui apporta notamment son soutien à la création du Fonds de solidarité de la FTQ.

À cet égard, la Coalition avenir Québec paraît plus proche du PQ que ne l'est Québec solidaire, pour qui une telle approche relève du capitalisme néolibéral. Au sein du PQ, des militants radicaux du SPQ Libre défendent souvent des positions socio-économiques proches de celles de QS.

Le parti de Lévesque

En terminant, j'aimerais rappeler que le PQ d'aujourd'hui n'est pas différent, sur le fond, du parti fondé par René Lévesque en 1968. En plus d'être une large coalition d'indépendantistes de tous horizons qui s'unissent pour réaliser leur idéal, il est toujours cette formation réformiste dont M. Lévesque avait bien tracé les contours à l'époque. Le PQ, écrivait-il, se situe «dans la mouvance d'une social-démocratie à la scandinave, ce qui est le maximum de progressisme pour une gauche sérieuse dans le contexte nord-américain».

Quel que soit son nouveau chef, je suis convaincu que le PQ restera fidèle à la voie tracée par son fondateur, l'homme politique le plus aimé du peuple québécois.

IDÉES



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Les sciences sociales et humaines posent les termes de la délibération continue que chaque société doit entretenir avec elle-même et posent le problème des conditions de la vie en commun.

Les sciences sociales et humaines, pour quoi faire ?

PIERRE NOREAU
GUY ROCHER

Université de Montréal

La question de l'avenir des sciences sociales revient périodiquement comme une interrogation sur nous-mêmes et sur nos sociétés. Aux États-Unis, l'American Academy of Arts and Sciences publiait, en 2013, un important plaidoyer en faveur des sciences sociales et humaines, des arts et des lettres. On s'y inquiète des compressions imposées au secteur des « Humanities », en tant que champ de connaissance. En France, une importante mobilisation autour de l'avenir des sciences sociales et humaines a conduit à la création de l'Alliance Athéna, un collectif voué à la défense et à la promotion de ces sciences destinées à l'étude de la « constitution de l'humain et du fonctionnement du monde social ».

Des sciences pour quoi ?

Les sciences sociales sont nées au XIX^e siècle et se sont développées au XX^e en même temps que se déployait la série des révolutions industrielles et qu'émergeaient les démocraties. Ce n'est pas un hasard. Ces deux grandes mutations, à la fois économiques, sociales et politiques, ont transformé en profondeur la vie individuelle, domestique et collective d'une grande partie de la population, ainsi que les institutions dans lesquelles elle se déroulait. On assista alors du même coup à l'explosion des sciences de la société. Celles-ci venaient répondre au besoin des personnes et des collectivités de mieux comprendre les bouleversements qu'elles vivaient, de se les expliquer en les conceptualisant; de proposer une réflexion qui nous permette d'échapper à un total déterminisme. Ce qu'apportait, ce qu'apportent toujours les diverses disciplines des sciences sociales, c'est un éclairage, une mise en perspective des conditions concrètes de la vie humaine en société.

Cet éclairage, en ce début du XXI^e siècle, est plus nécessaire que jamais. La postmodernité que nous vivons est caractérisée par une fragmentation et une diversification des structures sociales et économiques, par une accélération du changement, une actualisation de l'information, une mondialisation aux effets encore inconnus. Une autre mutation de la civilisation est en cours, dans la multiplicité de ses contextes.

C'est la fonction, voire la mission, des sciences sociales que d'apporter le regard le plus objectif possible sur ces réalités, à la fois institutionnelles et mouvantes, pour mieux les révéler, pour les appréhender dans une perspective critique et pour contribuer à une juste appropriation des futurs possibles.

La nécessité de se comprendre soi-même

En effet, l'essentiel des changements observables aujourd'hui mettent en cause notre connaissance de l'humain. Si les changements climatiques doivent être compris dans leurs effets attendus, c'est leur origine sociale qui de-

vrait le plus nous interpeller et la façon dont l'humain s'y adaptera. Si les communications numériques révolutionnent notre monde, c'est moins à cause des changements technologiques que des modalités de leur réappropriation sociale. Certains des grands problèmes de santé que connaissent nos populations prennent leur origine dans le comportement humain, sinon dans les habitudes collectives et trouveront des solutions dans le changement de nos pratiques et de nos perceptions.

Il s'agit dans tous les cas de questions de nature sociale. Elles touchent au sens que nous donnons à la vie et aux contraintes symboliques ou idéologiques qui pèsent sur notre agir. Dans ce sens, les sciences sociales et humaines posent les termes de la délibération continue que chaque société doit entretenir avec elle-même et posent le problème des conditions de la vie en commun. Elles permettent que chaque société parvienne à se comprendre elle-même. Elles comportent dans ce sens une fonction politique et posent les termes des décisions que nous devons prendre collectivement.

Or, au Québec, cette nécessité est d'autant plus impérative que notre exception linguis-

Les sciences sociales et humaines permettent d'éclairer les chemins difficiles où nous nous dirigeons et offrent la base à une question qu'il faut toujours savoir se poser: dans quelle société voulons-nous vivre ?

tique et culturelle nous rend vulnérables. La globalisation des références, la mondialisation des échanges, l'effacement graduel de ce qui, sur le plan historique, a permis le développement de la diversité sociale et culturelle ne peuvent nous laisser indifférents. Comment intégrer ces nouvelles réalités sans appauvrir l'humanité de ce qui fait sa richesse et sa diversité ? Ce sont ces questions lancinantes que posent quotidiennement les chercheurs et les penseurs issus des sciences sociales et humaines. S'interroger sur ce qui semble parfois s'imposer comme une fatalité, voilà la première fonction des sciences sociales et humaines, et leur raison d'être.

Des sciences invisibles

Cette fonction est en fait assurée continuellement dans nos sociétés, sans qu'on s'en rende toujours compte. Les sciences sociales et humaines sont des sciences invisibles parce qu'elles sont parvenues à occuper tous les espaces sociaux. Le monde des médias (sous toutes ses déclinaisons) illustre tous les jours les effets de cette pénétration et les journalistes font essentiellement porter aujourd'hui leur travail sur leur connaissance des mécanismes sociaux et des institutions publiques, sur leur observation souvent très fine des tensions qui opposent les courants d'idées et les mouvements sociaux.

Ces analyses s'appuient sur le travail exigeant de milliers de chercheurs et de professeurs engagés dans l'enseignement et la recherche en sociologie, en anthropologie, en

sciences économiques, en criminologie, etc. Sur le plan de la formation collégiale, l'essentiel de la formation générale que reçoivent les étudiants s'appuie d'ailleurs sur le développement des sciences sociales et humaines. Cette pénétration explique que les connaissances tirées de ces domaines du savoir passent inaperçues alors qu'elles déterminent la vaste majorité de nos politiques publiques.

Évidemment, on ne peut attendre de ces disciplines qu'elles s'illustrent quotidiennement par quelque découverte étonnante qui frapperait l'imagination parce qu'elles s'intéressent à l'évolution souvent imperceptible de nos sociétés. De même, la majorité des innovations sociales ne peuvent être observées et comprises que sur une très longue période. Toutes ces mutations ont été d'abord observées et étudiées par des chercheurs audacieux qui ont voulu rompre avec ce qui semblait évident.

Pour l'avenir des sciences sociales

Les études de l'UNESCO haut explorent les effets directs que le sous-financement de la recherche comporte pour les sciences sociales et humaines. Au Québec, il s'agit du secteur le

moins bien financé de tous les secteurs de recherche. Comme l'indiquent les auteurs du Plan de développement stratégique 2014-2017 du Fonds québécois de recherche Société et Culture (FQRSC): « Pendant que la moitié des professeurs universitaires et étudiants de 2^e et 3^e cycles du Québec spécialisés en

sciences sociales et humaines, en arts et en lettres se partageaient 182 millions de dollars, l'autre moitié, qui œuvre en sciences naturelles et en génie et en santé, se partageait 1463 millions. C'est près de dix fois plus par année. »

Contrairement à d'autres domaines de la connaissance, la recherche en sciences sociales et humaines, en arts et en lettres ne bénéficie que de très peu de financement privé, n'étant pas immédiatement utile à l'industrie. Elle doit donc être soutenue par les fonds publics, ce qui, compte tenu de la nature même de ces domaines de recherche, se justifie totalement. En effet, on l'a dit, la vaste majorité des politiques publiques trouvent appui sur ces domaines de connaissance. La création du récent ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation laisse cependant entendre que la recherche continue d'être spontanément associée au monde de l'économie et, par extension, à celui de l'industrie. Cette orientation a pour principale conséquence de nier l'intérêt de travaux qui n'apporteraient pas de résultats immédiatement utiles au monde de l'entreprise.

Or ces aveuglements ont d'autant plus de chances de s'imposer qu'on s'interdit d'en étudier les effets. Rien n'empêchera dès lors que nous nous retrouvions aux prises avec un monde dont nous ne voulons pas. Les sciences sociales et humaines ont partie liée avec l'avenir. Qu'on les soutienne. Elles permettent d'éclairer les chemins difficiles où, autrement, nous nous dirigeons et offrent la base à une question qu'il faut toujours savoir se poser: dans quelle société voulons-nous vivre ?

Après le Yukon

JEAN-BENOÎT
NADEAU



Normalement, j'aurais dû vous parler de Jean-Marc Fournier dans ma précédente chronique. Je l'avais même interviewé fin avril pour faire le bilan de ses deux ans au ministère des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne. Or, ce qui était ressorti de cet entretien m'avait paru tellement bizarre, sur le coup, que j'en ai remis la rédaction à plus tard. Vérification faite, je peux maintenant l'écrire: la francophonie canadienne aime le ministre Jean-Marc Fournier.

C'est extraordinaire parce qu'au Québec, on associe plutôt le nom du ministre Fournier au « Yukon ». Cela remonte à janvier 2015, quand le Québec avait créé tout un scandale en témoignant devant la Cour suprême pour une interprétation restrictive des critères d'admission à l'école française. Le ministre Fournier avait reçu une volée de bois vert des 42 organismes membres de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA).

Pourtant, 16 mois plus tard, non seulement les francophones le lui ont pardonné, mais il est perçu comme l'un des meilleurs ministres en titre depuis Benoît Pelletier, qui a laissé une marque indélébile dans la francophonie canadienne pendant les cinq ans qu'il a occupé le poste avant son départ en 2008. En fait, l'affaire des écoles françaises au Yukon est le seul passif à son dossier.

Certes, Jean-Marc Fournier tient le coup depuis deux ans, une constance inouïe à un ministère carrousel où six ministres se sont succédés entre 2009 et 2014. Mais il y a plus.

Le ministre Fournier prend très au sérieux le volet « Francophonie canadienne » de son ministère. Il en fait une promotion soutenue auprès de tous les gouvernements provinciaux. Si l'Alberta envisage de se doter d'une loi sur les Services en français, il y a un peu de Jean-Marc Fournier là-dessous. Ses prises de position, souvent très fortes, sur l'immigration, sur l'éducation, sur Radio-Canada ou sur les médias communautaires sont bien notées.

« Il suit notre évolution, et son message aux provinces est qu'elles ont intérêt à mieux nous comprendre », explique Sylviane Lanthier, la présidente de la FCFA. « Il tient un discours étoffé sur la promotion de la francophonie et la valeur ajoutée qu'elle représente, d'abord parce que c'est le fait français qui définit l'identité canadienne. Le Canada, sans le français, ce serait les États-Unis, il n'y aurait plus de différence. »

Vision actuelle

Sa vision de la francophonie canadienne est aussi très actuelle, puisqu'elle inclut les immigrants francophones et les Canadiens anglais passés par l'immersion et qui se réclament de la francophonie. Jean-Marc Fournier, qui affirme que le Canada compte 10,6 millions de francophones, se défend de rosir le portrait. « Des problèmes, il y en a, beaucoup même, je ne veux pas les occulter, mais le mouvement pour le français est réel et je veux voir jusqu'où ça ira et comment on va l'aider. »

« Il y a une légitimité nouvelle à l'égard du français », constate le ministre. « Qu'on y songe: au Yukon, par exemple, 52% des élèves sont soit dans une école française, soit en classe d'immersion française dans une commission scolaire anglophone. Partout au Canada, la demande pour des cours en français n'a jamais été aussi forte. Les écoles sont pleines. »

L'éducation revient constamment dans sa conversation — en particulier le manque de ressources des écoles francophones et des programmes d'immersion des conseils scolaires anglophones. « Il faut que les gouvernements provinciaux répondent à la demande de français et ils doivent y mettre les moyens. Il est illogique de pousser l'immigration francophone et ensuite de procéder par tirage au sort pour savoir qui aura droit à l'éducation en français. »

Depuis un an, le Québec a signé trois ententes de coopération sur la francophonie avec l'Ontario, le Manitoba et le Yukon. Jean-Marc Fournier convient que de telles ententes comportent leur lot de vœux pieux, mais elles sont importantes pour deux raisons. « D'abord, parce qu'elles poussent les provinces impliquées à s'engager, sur le plan budgétaire, dit-il. Et aussi parce qu'elles forcent les gouvernements provinciaux à parler au milieu associatif. »

En 2016, il jouera fortement la carte de l'immigration francophone, ciblée depuis dix ans à 4% du total des immigrants dans le ROC. « À l'automne, nous tiendrons le premier forum ministériel sur cet enjeu, qui réunira tous les ministres provinciaux responsables de la francophonie et de l'immigration. Le mot important ici est "premier". On ne s'était jamais réunis, tous les ministres, pour établir un plan détaillé sur l'immigration. On avait une cible sans plan. Là, on va avoir un plan. »

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION: Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillier (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Michaël Monnier et Olivier Zuida (recherchistes photos); INFORMATION GÉNÉRALE: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shielid (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Paoline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfall et Karl Rettino-Panzelli (reporters); INFORMATION POLITIQUE: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec); JEANNE CORRIVEAU (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); INFORMATION CULTURELLE: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); INFORMATION ÉCONOMIQUE: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); INFORMATION INTERNATIONALE: Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); SECTION ART DE VIVRE: Diane Prévost (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); LOIC HAMON (cahiers spéciaux); ÉQUIPE INTERNET: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillois, Justine Daneau, Florence Sara G., Ferraris et Coralie Mensa (assistants); CORRECTION: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Noël (Québec); PUBLICITÉ: Mélanie Simard (adjointe par intérim); JEAN DE BILLY, JEAN-FRANÇOIS BOSSÉ, MARLENE CÔTÉ, EVELYNE DE VARENNES, AMÉLIE GAUDREAU (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopya (commiss); DOCUMENTATION: Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), Dave Noël (Québec); PRODUCTION: Mélanie Simard (adjointe par intérim); LAURENCE HÉMOND (secrétaire); PRODUCTION BRUNO DUBOIS, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaitis; INFORMATIQUE: Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion et Kevin McKissock; ADMINISTRATION: Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Florentina Draghici et Xavier Pigeon (par intérim).

LIBÉRAL

SUIITE DE LA PAGE 1

un malade ou à une personne âgée de demander de mettre fin à ses jours sans que le voisinage en sache un mot. Il en va tout autrement dans une petite communauté. Il donne l'exemple de Sheridan Hookimaw, une jeune fille de 13 ans qui s'est suicidée près de la rivière traversant At-tawapiskat, dans le nord de l'Ontario, et dont le corps a été retrouvé en octobre dernier. Dans une vidéo enregistrée à l'intention de sa famille, elle explique qu'elle n'en pouvait plus de souffrir, elle dont la situation médicale l'obligeait à recevoir des soins chaque semaine en dehors de la communauté.

Robert-Falcon Ouellette perçoit cet événement comme l'étincelle ayant déclenché la vague de suicides dans la communauté de 2000 âmes. «Le système était incapable de gérer la douleur qu'elle subissait. [...] Elle, en posant ce geste, a fait en sorte qu'une chaîne a commencé tout de suite après, avec une centaine de tentatives de suicide dans la communauté.»

Le suicide étranger

Robert-Falcon Ouellette, un Cri de la première nation saskatchewanaise Red Pheasant, a travaillé 19 ans au sein des Forces armées canadiennes, notamment à Valcartier. Père de cinq enfants, l'homme de 39 ans a été élu pour la première fois au Parlement comme député de Winnipeg-Centre. Pendant un bref instant, il a convoité le



JAKE WRIGHT

Multi-instrumentiste, Robert-Falcon Ouellette jouait de l'euphonium (tuba ténor) dans la fanfare de rue qui se produisait pendant le Festival d'été de Québec, la Fanfarniente della Strada.

poste de président de la Chambre des communes, mais une déclaration malheureuse sur le fait qu'il pourrait ainsi «convoyer le premier ministre à sa chaise» de président pour obtenir des fonds pour sa circonscription, alors que la fonction se doit d'être non partisane, l'a forcé à retirer sa candidature.

M. Ouellette a vécu à Québec et a même fait partie de la fanfare ambulante Fanfarniente della Strada qui se produisait au Festival d'été et dans laquelle il jouait de l'euphonium (tuba ténor). Il a obtenu un doctorat à l'Université Laval sur l'évaluation des CV autochtones dans une perspective crie et métisse.

C'est ce pedigree d'anthropologue que Robert-Falcon Ouellette invoque pour appuyer sa position sur l'aide médicale à mourir. Il soutient que le suicide ne fait pas partie de la culture autochtone. «Ce n'est pas quelque chose que les gens faisaient. Le suicide n'existait pas dans les communautés autochtones traditionnellement.»

Vraiment? N'y a-t-il pas des récits de sociétés nomades qui laissaient derrière elles, seuls et livrés aux éléments, les membres âgés, malades ou fatigués parce qu'ils ralentissaient dangereusement le groupe? «Oui, ça se passe, concède le député. Mais ce n'est pas un suicide comme tel. C'est la nature qui re-

prend son cours. [...] Personne ne va dire «Je vais mettre un sac sur ta tête pour te tuer.»

Culture autochtone

L'aide médicale à mourir n'est-elle pas, alors, seulement l'incarnation moderne de cette façon de faire? Non, il ne le croit pas. Une version «moderne» serait de ne pas intervenir. «Vous n'êtes pas obligés de manger. Vous n'êtes pas obligés de prendre de l'eau», dit-il philosophiquement. «Des fois, il y a une noblesse à vivre la vie au complet, au début dans sa difficulté quand vous naissez, dans sa beauté quand vous grandissez et jusqu'à la fin de vos jours et allez au fond de la nature.»

Robert-Falcon Ouellette en cinq dates

22 novembre 1976 Naissance à Calgary d'un père alcoolique ayant vécu l'enfer des écoles résidentielles et d'une mère dépressive. Abandonnée par son père, sa famille a vécu dans une tente un été durant alors qu'il était à l'école primaire. Sa mère réussit à l'inscrire dans une école privée huppée en obtenant des prêts bancaires sur la foi d'une lettre de son employeur gonflant son salaire.

Été 1994 De retour d'Afrique du Sud pour assister à l'élection de Nelson Mandela, il rencontre à l'aéroport de Vancouver la Québécoise Catherine Cantin, qui deviendra son épouse. Ils n'ont que 17 ans.

13 juin 2011 Obtention de son doctorat en anthropologie à l'Université Laval, après deux maîtrises, l'une en musique et l'autre en éducation.

22 octobre 2014 M. Ouellette se présente à la mairie de Winnipeg, mais perd. Il gagne cependant en notoriété. Il en conserve l'habitude de porter des chemises violettes, couleur de sa campagne.

16 novembre 2015 Assermentation en tant que député à la Chambre des communes, le même jour que le 130^e anniversaire de la pendaison de Louis Riel pour qui il dit avoir beaucoup d'admiration.

L'anthropologue établit un corollaire entre ce désir de mettre fin aux vies douloureuses et la société de consommation dans laquelle on vit. «On est dans une société où tout est jetable. Nos cellulaires, nos produits, tout. On ne répare même plus, on jette et on remplace nos affaires achetées à bon prix. Est-ce maintenant rendu dans nos valeurs plus profondes au sujet des personnes et la valeur qu'elles ont dans la société?», demande-t-il.

«La vie n'est pas toujours belle. Les personnes qui grandissent le mieux dans la société sont celles qui ont subi des contrecoups et ont été obligées d'être résilientes. On commence à oublier ça. On veut que tout soit facile, tout cuit

dans le bec. Mais quand tout est facile, ça n'a pas de valeur.»

Il donne alors l'exemple des danses du soleil qui s'organisent dans sa communauté et auxquelles il participe en tant que danseur. Pendant trois jours et trois nuits, Robert-Falcon Ouellette ne mange ni ne boit. «C'est difficile», avoue-t-il, car il faut quand même danser sous le soleil de juin ou de juillet. Il s'agit de célébrer le soleil comme source de vie «et du sacrifice qui s'incarne dans la vie». Alors malgré la difficulté, Robert-Falcon Ouellette continuera à prôner la vie même dans la grandeur de ses misères.

Le Devoir

CHEFFERIE

SUIITE DE LA PAGE 1

cerons donc en famille, en bonne et due forme, prochainement», a-t-il écrit.

Sur les réseaux sociaux, l'ex-ministre des Finances Nicolas Marceau a indiqué que sa réflexion n'était pas terminée et que, dès que ce sera fait, il fera connaître sa décision de se lancer ou non dans la course.

La course se dessine

Première à plonger dans la course officiellement, Véronique Hivon n'accordait pas d'entrevues aux médias, dimanche.

Elle a reçu l'appui du député de Labelle, Sylvain Pagé. «Si je veux que la souveraineté se réalise, nous avons besoin de faire confiance à une personne qui saura rassembler, rassurer, inspirer et convaincre. Je crois donc fermement que nous avons besoin de Véronique Hivon», a-t-il écrit sur sa page Facebook. Il sera à ses côtés lundi.

Le député de Bertrand, Claude Cousineau, a été le premier député à appuyer la semaine dernière la candidature éventuelle de M^{me} Hivon. Le député de Berthier, André Villeneuve, et la députée de Hochelaga-Maisonneuve, Carole Poirier, sont aussi du nombre.

Des militants se réjouissent qu'elle ait décidé de se lancer, elle qui s'était ralliée à Alexandre Cloutier lors de la dernière course. La page Facebook «Rassemblé-e-s pour Véronique Hivon à la direction du Parti québécois» recueillait plus de 2300 «j'aime», dimanche.

Martine Ouellet estime que le parti doit se centrer sur ses deux «piliers»: l'indépendance et la social-démocratie. «Il faut agir pour rassembler les forces souverainistes et progressistes», a-t-elle dit en entrevue.

Cette course, qui se jouera vraisemblablement autour de jeunes politiciens, «est une démonstration assez éclatante que le PQ est aussi le parti de la nouvelle génération, où il y a plein de talents diversifiés, où il y a de la relève», a-t-elle ajouté.

Alexandre Cloutier n'a pas rappelé *Le Devoir* dimanche.

Pour l'instant, le jeune parti Option nationale ne compte pas se ranger derrière l'un ou l'autre des candidats. Le chef, Sol Zanetti, aurait appuyé un retour de Jean-Martin Aussant, mais ce dernier ne se présentera pas. «Nous sommes devant des candidats qui sont jeunes, effectivement», constate M. Zanetti. Mais celui qui a le plus renouvelé les idées en Amérique du Nord dans la dernière année a 74 ans, c'est Bernie Sanders. Ce qui est important, ce sont les idées, et non pas l'âge des personnes.

Pour séduire M. Zanetti, un candidat à la direction du PQ devrait prendre un «engagement clair à faire l'indépendance». «Il ne suffit pas de rencontrer des gens jeunes, il faut des idées courageuses. Nous avons une ouverture à collaborer avec un candidat qui aurait ce courage.»

Vers un chef en octobre

L'appel au «couronnement» d'Alexandre Cloutier lancé par Bernard Landry n'aura donc pas de suite. Ce n'est pas dans l'ADN du parti, selon le tout nouveau chef intérimaire, Sylvain Gaudreault.

Aussant s'explique

L'ancien député péquiste et fondateur d'Option nationale, Jean-Martin Aussant, a confirmé les rumeurs, dimanche, affirmant sur Facebook qu'il ne briguera pas la direction du PQ. «Bien que mes convictions et ma passion pour la cause souverainiste soient toujours intactes et que je suive de près tout ce qui concerne l'avenir du Québec, un retour en politique est exclu à ce moment-ci», a-t-il écrit.

Outre le fait que sa présence soit essentielle à ses deux enfants de cinq ans, mentionne-t-il, il explique apprécier son travail comme directeur général du Chantier de l'économie sociale du Québec. M. Aussant a nié donner son appui à Véronique Hivon, comme cela avait été écrit par *La Presse*, qui citait une source anonyme. «Mes fonctions actuelles demandent que je demeure neutre sur le plan de la politique partisane», écrit-il.

M. Aussant laisse la porte ouverte à un retour éventuel en politique, affirmant que «l'avenir dure longtemps».

«Le Parti québécois a été le premier au Canada à faire en sorte que son chef soit élu au suffrage universel des membres», a-t-il rappelé en entrevue, dimanche. «Les autres partis ont emboîté le pas. C'est donc dans la culture même du parti. M. Landry, et je le respecte, peut plaider pour un couronnement. Mais il n'y a rien dans nos statuts qui le permettent, si des gens souhaitent se présenter.»

Comme chef intérimaire, Sylvain Gaudreault fera de l'équité un principe fondateur alors que les différents aspirants chefs se lanceront dans une opération séduction tout en assumant leurs fonctions de députés. «Il est normal que chaque candidat souhaite tirer son épingle du jeu. Mais il faudra trouver un équilibre entre les interventions de chacun. Je prône l'équité tout en tenant compte de l'actualité et des dossiers de chacun», a expliqué M. Gaudreault.

Assiste-t-on à un certain renouveau du parti avec ces candidatures de politiciens plus jeunes? Pour Sylvain Gaudreault, c'est dans l'ordre des choses. «Il y a plusieurs députés de cette génération, et j'en suis, qui arrivent à stade où c'est leur tour d'assumer des responsabilités plus importantes.»

Même si la dernière course au leadership est récente, les militants répondent présents, observe-t-il. «Pas que les gens soient satisfaits du départ de M. Péladeau. Mais les membres du parti aiment débattre.»

Samedi, le président du PQ, Raymond Archambault, a annoncé que le prochain chef serait élu au plus tard le 15 octobre prochain.

La Conférence nationale des présidents et des présidentes, le 27 ou le 28 mai prochain, permettra de déterminer la marche à suivre. Les représentants des 125 circonscriptions détermineront les modalités de la course, notamment les règles de financement, la tenue des débats, le nombre de signatures nécessaires pour se présenter ainsi que le calendrier.

Avec *La Presse canadienne*
Le Devoir

DJIHAD

SUIITE DE LA PAGE 1

train de basculer, pour qu'ils sachent quelle attitude avoir pour faire en sorte qu'ils basculent moins», explique-t-elle en entrevue.

En 2014, Dounia Bouzar a fondé le Centre contre les dérives sectaires liées à l'islam, à la demande du ministre de l'Intérieur de la France. Avec un groupe de professionnels, elle y a conçu des outils qui permettent de déradicaliser les jeunes. A ce jour, dit-elle avec prudence, aucun jeune parmi le millier que le centre a suivis ne s'est envolé pour la Syrie. Certains sont cependant en contention pour éviter les contacts avec «la tribu numérique» des djihadistes, qui agissent très largement sur Internet.

Recrutement numérique

Ainsi, la Camille du roman de M^{me} Bouzar entre en lien avec un rabatteur djihadiste après avoir fait une recherche sur Internet sur la malbouffe. De clic en clic, de vidéo YouTube en vidéo YouTube, elle finit par adopter le discours du complot de sociétés secrètes, dirigeant un monde corrompu, que seul le djihad peut sauver de sa perte. «Plus l'adolescent se sent persécuté, plus il est dangereux», dit M^{me} Bouzar en entrevue. Le niqab qu'elle décide de porter donne l'impression à Camille d'être à l'abri de la corruption extérieure. D'abord sensibilisée au sort des «enfants gazés par Bachar al-Assad», elle est ensuite gagnée par le discours selon lequel tous ceux, musulmans compris, qui n'adhèrent pas au djihad sont des mécréants. A cet égard, son amie Sarah, qui est musulmane, est jugée parce qu'elle ne fait pas ses prières à l'heure, par exemple, en raison de son horaire scolaire.

Pour Camille, «l'islam, c'était devenu une passion,

JOËL SAGET AGENCE FRANCE-PRESSE
Dounia Bouzar

comme une série télévisée. Chaque jour, on se retrouvait et on construisait le scénario de demain.»

Selon M^{me} Bouzar, contrairement à al-Qaïda, qui recrutait surtout des hommes forts, le groupe armé État islamiste cherche des femmes, des enfants, des adolescents, pour peupler le territoire. Pour ce faire, il adopte une approche beaucoup plus personnalisée que ce qu'al-Qaïda faisait.

A l'adolescente qui a besoin d'être protégée et qui rêve du prince charmant, le recruteur promettra un homme barbu qui la protégera de tout danger. Au jeune homme frustré, il fera miroiter la possibilité d'une vengeance contre une société qu'il hait. Au jeune sensible aux causes humanitaires, on brandira la possibilité de bâtir un monde meilleur et d'aider son prochain.

C'est précisément en utilisant cette clé de la psychologie de l'embrigadé que Dounia Bouzar propose de l'aider. «Ils ont individualisé l'embrigadement: chaque jeune choisit une raison bien à lui de s'engager», dit une psychologue dans son roman. *Donc, pour détricoter ce processus, il faut bien l'identifier. Et proposer au jeune une autre façon de s'engager.»*

Environ 50% des jeunes suivis par le centre de prévention fondé par M^{me} Bouzar n'étaient pas musulmans au moment de leur embrigadement. Et ceux qui étaient n'étaient pas près

de la religion, dit-elle. On rapporte d'ailleurs avoir trouvé des exemplaires du *Coran pour les nuls* dans les effets de personnes qui s'étaient engagées pour le djihad.

Ma meilleure amie s'est fait embrigader se déroule au moment des attentats de Paris de novembre dernier. La jeune Sarah se dirige d'ailleurs vers le Bataclan au moment où ils explosent.

«Les attentats ont galvanisé ceux qui étaient en fin de processus de radicalité, parce qu'ils ont l'impression que c'est une aide divine qu'il y ait eu autant de morts. A l'inverse, ceux qui étaient en début de processus se sont déradicalisés tout seuls», à la suite des attentats, remarque M^{me} Bouzar.

Elle affirme par ailleurs que des commandos sont toujours à l'œuvre en France pour commettre d'autres attentats.

Des cibles de choix

Les adolescents sont une cible de choix pour l'endoctrinement parce que l'adolescence est une époque où l'on découvre la dure réalité du monde et où il est tentant de se perdre.

La psychologue du roman travaille d'ailleurs à faire reprendre son individualité à Camille, ce qui la force à faire des constatations douloureuses.

«Oui, j'ai compris que je n'étais qu'une ado qui voulait mourir», dit-elle dans le roman.

Et M^{me} Bouzar constate que ce sont les jeunes adolescents, entre 14 et 16 ans, qui sont les plus difficiles à déradicaliser. «Ils ont tout le temps besoin du groupe», dit-elle. Et c'est le cas même si ce groupe est souvent composé de gens qu'ils n'ont jamais rencontrés autrement que dans le cadre de communications sur Internet.

Le Devoir

MA MEILLEURE AMIE
S'EST FAIT EMBRIGADER
Dounia Bouzar
La Martinière Jeunesse
Paris, 2016, 240 pages

Rectificatif

La légende de la photo accompagnant l'article «Apprendre le français en même temps que le reste» publié en une de notre édition du 5 mai 2016 comportait une erreur. On y voit des élèves de la polyvalente Hyacinthe-Delorme, dont des réfugiés syriens, en compagnie d'étudiants en travail social du cégep du Vieux-Montréal et de leur enseignante (qui n'est pas Ann Richer).

LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com